ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par les Ministres de l'Education nationale (N. et F.) et par le Ministre du Budget et adjoint à l'Education nationale (N.), le 13 août 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice", a donné le 22 août 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, de 13e augustus 1980 door de Ministers van Nationale Opvoeding (N. en F.) en door de Minister van Begroting en adjunct voor Nationale Opvoeding (N.), verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan", heeft de 22e augustus 1980 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à concilier deux objectifs :

1° réduire la charge que l'enseignement secondaire représente pour l'Etat (le rapport au Roi souligne, à cet égard, que l'enseignement secondaire absorbe la moitié du budget de l'Education nationale);

2° maintenir le libre choix au point de vue philosophique (entre enseignement confessionnel et enseignement non confessionnel) et au point de vue pédagogique (entre les différentes formes et options d'enseignement).

Le projet ne fixe cependant qu'une partie des mesures envisagées par le Gouvernement en vue de rationaliser et de programmer l'enseignement secondaire.

Trois autres arrêtés doivent fixer l'organisation des centres d'enseignement dont il est fait mention dans plusieurs dispositions du projet (articles 16, 2e alinéa; 34, § 2; 36, 1er alinéa; 38, § 1er, 3°; 39, § 3). Un de ces trois arrêtés doit fixer des règles communes à l'ensemble de l'enseignement secondaire et fait l'objet d'un projet (n° L. 13.688) dont la section de législation est actuellement saisie. Les deux autres doivent fixer des règles applicables respectivement à l'enseignement donné en néerlandais et à l'enseignement donné en français ou en allemand. Un cinquième arrêté doit fixer les minima de population par section ou option et par classe, le projet L. 13.687 ne fixant que des minima par établissement et par degré ou cycle. Ce cinquième projet doit également régler le sort du personnel des établissements qui seraient touchés par les mesures de rationalisation et de programmation.

\+

\+ \+

Le projet comprend 40 articles répartis en quatre chapitres.

Le premier chapitre intitulé "Dispositions générales" comprend 13 articles; le deuxième, intitulé "Rationalisation", 11 articles (articles 14 à 24); le troisième, intitulé "Fusion d'établissements", 9 articles (25 à 33) et le quatrième, intitulé "Programmation", 7 articles (34 à 40).

Les mots "rationalisation" et "programmation" sont employés dans un sens purement conventionnel : selon le rapport au Roi, "la rationalisation vise, pour les établissements, degrés et cycles existants, à supprimer les entités trop petites non viables ou à les fusionner en ensembles viables (chapitres II et III)" tandis que "la programmation concerne les établissements, degrés ou sections qui seront créés à partir du 1er septembre 1981".

Si l'on se réfère à ce commentaire, les articles relatifs aux fusions d'établissements ne devraient pas être groupés en un chapitre séparé mais être incorporés au chapitre II sous la forme d'une section 2, les dispositions de l'actuel chapitre II formant la section Ière de ce chapitre.

PREAMBULE.

Le préambule vise d'abord, à juste titre, la loi du 29 mai 1959, et notamment son article 13, § 4, mais ne fait pas mention de la loi du 11 juillet 1973, qui a notamment inséré l'article 13, § 4, dans la loi du 29 mai 1959.

.../...

Bien que l'article 13, § 4, précité ne mentionne le plan de rationalisation et de programmation qu'à propos de l'intervention des quatre fonds créés par l'article 13, § 1er, il ne fait aucun doute que ce texte a une portée plus générale qui lui permet de servir de fondement au projet.

Par ailleurs, le délai qu'il fixe, bien qu'il ait été prorogé par deux fois, n'est certainement pas un délai de rigueur mais bien un délai d'ordre. Le pouvoir du Roi d'arrêter le présent projet a donc subsisté malgré l'expiration de ce délai (1).

\+

\+ +

Le premier alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 13, § 4, y inséré par la loi du 11 juillet 1973 et modifié par les lois du 17 janvier 1974 et du 10 décembre 1974".

Aux alinéas 2, 3 et 4, les visas des lois du 19 juillet 1971 et du 30 avril 1957 ainsi que de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 sont superflus et doivent être omis, les lois et l'arrêté visé ne constituant pas des fondements du projet.

La date de l'avis du Conseil d'Etat ne doit pas être mentionnée.

Dans le texte français, le proposant doit faire l'objet d'un alinéa séparé.

.../...

---

(1) Voir l'avis du Conseil d'Etat, section d'administration, du 11 juillet 1978 (Administration publique, 1977-1978, p. 308).

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Suivant cet article :

"Les définitions du présent chapitre n'ont de valeur que pour l'application du présent arrêté".

La plupart des termes employés sont empruntés à la législation et à la réglementation existantes et plus particulièrement à la loi du 29 mai 1959. Ces termes semblent d'ailleurs devoir valoir pour l'application non seulement du projet mais aussi des autres arrêtés annoncés par le rapport au Roi.

Le chapitre Ier procède surtout à un regroupement systématique de notions éparses dans la législation existante. Il serait donc préférable de supprimer cet article 1er, quitte à préciser, quand un terme nouveau apparaît, qu'il n'est d'usage que pour l'application de l'arrêté.

Par ailleurs, l'arrêté en projet ne précise pas qu'il ne sera pas applicable à l'enseignement spécial secondaire, alors que telle est bien l'intention du Gouvernement.

Il est proposé de remplacer l'article 1er par un texte déterminant clairement le champ d'application de l'arrêté en projet :

.../...

"Le présent arrêté s'applique à toutes les formes d'enseignement secondaire de plein exercice : enseignement secondaire général et enseignement moyen, enseignement secondaire technique, enseignement secondaire professionnel et enseignement secondaire artistique.

Il ne s'applique pas à l'enseignement spécial secondaire".

Articles 2, 3 et 4.

L'article 2 n'énonce aucune règle de droit; il classe les établissements selon le pouvoir organisateur dont ils dépendent (§ 1er) puis selon leur caractère (§ 2).

Le paragraphe 1er pourrait être mieux rédigé. Une proposition de texte sera faite ci-après.

L'article 3, § 1er, énonce une règle fondamentale pour l'application des mesures arrêtées dans les chapitres II et IV. L'article 3, § 2, n'énonce aucune règle de droit; il porte que "pour la rationalisation, il convient de faire une distinction entre ...", sans indiquer quelles sont les conséquences de cette distinction, et donne ensuite une nouvelle classification des établissemnts qui combine les deux critères de l'article 2.

Il est à noter que cette nouvelle énumération ne fait pas mention de l'enseignement pluraliste. La raison en est, selon les explications fournies par le délégué du Ministre, qu'il n'existe actuellement aucun établissement à caractère pluraliste et qu'il n'est pas possible, pour le moment, de prédire si l'enseignement pluraliste sera organisé dans le cadre des trois réseaux existants ou sous la forme d'un quatrième réseau.

.../...

Cette classification trouverait mieux sa place dans l'article 2 dont elle formerait le troisième paragraphe. Le paragraphe 2 de l'article 3 devrait énoncer la règle qui fait usage de la classification du paragraphe 2 de l'article 3 du projet.

Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, les distinctions faites à l'article 3, § 2, se justifient par le fait que la rationalisation doit se faire en tenant compte du réseau dont les établissements font partie et du caractère de ces établissements. Mais ce principe n'est pas énoncé expressément.

L'article 4 précise, par référence à la loi du 29 mai 1959, comment se détermine le caractère de l'enseignement dispensé dans un établissement. Mais il ne vise que l'article 4 de cette loi où l'on ne trouve que les notions d'enseignement confessionnel et d'enseignement non confessionnel et omet l'article 2 où sont définies les notions d'enseignement neutre et d'enseignement pluraliste. Cet article serait mieux à sa place entre l'article 2 et l'article 3.

Compte tenu des observations qui précèdent, les articles 2, 3 et 4 se présenteraient d'une manière plus logique et plus conforme aux intentions du Gouvernement dans la rédaction suivante :

"Article 2.-

§ 1er. Pour l'application du présent arrêté, les établissements d'enseignement secondaire sont classés dans un des trois réseaux suivants, selon le pouvoir organisateur dont ils dépendent : enseignement de l'Etat, enseignement organisé par les provinces, les communes, les associations de communes ou par toute personne de droit public et enseignement libre.

.../...

§ 2. L'enseignement qui est dispensé dans ces établissements est, selon son caractère, rattaché à l'une des catégories suivantes : l'enseignement de caractère confessionnel, l'enseignement de caractère non confessionnel, auquel appartient l'enseignement neutre, l'enseignement de caractère pluraliste.

§ 3. L'enseignement officiel organisé par l'Etat est neutre.

L'enseignement officiel organisé par les provinces, les communes, les associations de communes ou toute autre personne de droit public et subventionné par l'Etat peut être confessionnel ou non confessionnel.

L'enseignement libre subventionné peut être confessionnel ou non confessionnel .

Article 3.-

L'enseignement dispensé par un établissement subventionné a un caractère déterminé s'il remplit les conditions fixées par une des dispositions des articles 2, alinéa 4, et 4, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959.

Article 4.-

La rationalisation et la programmation s'appliquent par régime linguistique.

La rationalisation respecte le réseau auquel appartiennent les établissements et le caractère de l'enseignement qui y est dispensé".

.../...

Articles 5 et 6.

Ces deux articles ont pour but de délimiter les champs d'application respectifs des mesures de rationalisation (chapitre II) et des mesures de programmation (chapitre IV). Aucune disposition ne fixe le champ d'application des mesures de fusion (chapitre III).

Selon le rapport au Roi : "La rationalisation vise, pour les établissements, degrés et cycles existants, à supprimer les entités trop petites, non viables ou à les fusionner en ensembles viables (chapitre II et III)" tandis que "La programmation concerne les établissements, degrés, options ou sections qui seront créés à partir du 1er septembre 1981".

Si l'article 6 traduit clairement l'intention des auteurs du projet, l'article 5 la traduit mal, le mot "existants" ayant été omis.

L'article 5 devrait donc être rédigé comme suit :

"Les dispositions en matière de rationalisation concernent les établissements, degrés et cycles existants au 1er septembre 1981".

Dans le texte néerlandais de l'article 6, il y a lieu d'écrire "De bepalingen" et non "De beschikkingen".

Article 7.

Le début de cette disposition serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Pour l'application du présent arrêté, les distances sont mesurées sur la chaussée telle que celle-ci est définie par l'article 2.1 de l'arrêté royal ... (la suite comme au projet)".

Article 8.

Il serait préférable d'écrire :

"... qui répondent aux conditions fixées par l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal du 1er avril 1977".

Article 10.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Les minima de population scolaire, déterminés par le présent arrêté en fonction du nombre total d'élèves réguliers dans l'enseignement secondaire au 1er octobre 1979, sont rattachés à l'évolution de ce nombre. Celui-ci est fixé, chaque année scolaire, par Communauté ... (la suite comme au projet ").

Article 11.

La double conjonction "et/ou" n'est pas correcte. Elle méconnaît l'une des significations de la conjonction "ou" qui seule doit être maintenue. La même observation vaut pour toutes les dispositions du projet ou cette double conjonction est utilisée.

.../...

Article 12.

Cet article définit deux notions nouvelles qui ne sont valables que pour l'application de l'arrêté en projet : celle de section, option, année de perfectionnement ou de spécialisation "de haute fréquence" et celle de section, option, année de perfectionnement "de basse fréquence". Il en donne d'ailleurs deux définitions différentes selon qu'elles sont employées dans le chapitre relatif à la rationalisation ou dans le chapitre relatif à la programmation.

Ces expressions sont peu heureuses.

Il est proposé de les remplacer par "fréquentes" et "non fréquentes".

L'article s'énonceraient alors comme suit :

"§ ler. Les sections, les options, les années de perfectionnement ou les années de spécialisation sont distinguées selon leur fréquence.

§ 2. En ce qui concerne la rationalisation :

- les sections, les options, les années de perfectionnement ou de spécialisation qui apparaissent plus d'une fois par province, par réseau, et par caractère sont considérées dans cette province comme étant fréquentes;

.../...

- les sections, les options, les années de perfectionnement ou de spécialisation qui n'apparaissent qu'une fois par province, par réseau et par caractère sont considérées dans cette province comme étant non fréquentes.

§ 3. En ce qui concerne la programmation :

- les sections, les options, les années de perfectionnement ou de spécialisation qui apparaissent plus d'une fois par province et par caractère sont considérées dans cette province comme étant fréquentes;

- les sections, les options, les années de perfectionnement ou de spécialisation qui n'apparaissent qu'une fois par province et par caractère sont considérées dans cette province comme étant non fréquentes".

.../...

CHAPITRE II.

1° Observation générale.

Ce chapitre fixe d'abord par degré et par cycle les chiffres minima de population scolaire que devront atteindre pour l'année scolaire 1985-1986 les établissements existants au 1er septembre 1981; tel est l'objet des articles 14 à 21. Il fixe ensuite, à titre transitoire, les minima à atteindre par les mêmes établissements entre le 1er septembre 1981 et le 1er septembre 1985. Les établissements qui n'atteindraient pas ces normes devraient être supprimés progressivement, année par année, ou fusionnés avec d'autres établissements (article 22, dernier alinéa, et article 23). Le dernier article de ce chapitre précise la sanction qui frapperait le pouvoir organisateur qui ne procéderait pas à la suppression d'un établissement qui n'atteint pas les minima de population requis.

Pour rappel, il serait indiqué de faire du chapitre III une section 2 du chapitre II, puisque la fusion est un moyen de rationaliser l'enseignement.

Par voie de conséquence, les articles 14 à 21 seraient regroupés sous une section Ière intitulée : "Minima de population scolaire".

2° Observations particulières.

Article 15.

Il conviendrait d'écrire :

.../...

"les établissements dont la langue d'enseignement est le néerlandais et qui sont situés dans les 19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale".

Article 16.

Au deuxième alinéa, il serait préférable d'écrire :

"ajouter ce nombre à celui d'un établissement autre que le plus proche"

au lieu de

"ajouter ce nombre à un établissement autre que le plus proche".

La disposition du deuxième alinéa ne sera applicable que lorsque tous les arrêtés royaux relatifs aux centres d'enseignement secondaire seront en vigueur.

Cette remarque vaut aussi pour les articles 17, 30, § 2, 34, 36 et 39, §§ 3, 4 et 5.

Article 17.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Pour les établissements qui appartiennent à un centre d'enseignement, les minima de population scolaire cités aux articles 14 et 15 sont diminués de 15 p.c. et deviennent : (la suite comme au projet en supprimant les mots "deviennent dans ce cas" au 1 et au 2)".

Article 20.

Les mots "de basse fréquence" doivent être remplacés par les mots "non fréquentes".

Article 22.

Le liminaire du premier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Pour pouvoir subsister pendant les années scolaires 1981-1982 à 1984-1985 incluse, un établissement organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat doit avoir atteint les minima de population scolaire suivants :".

Au deuxième alinéa, au contraire de ce qui est prévu par l'article 39 pour le passage d'un type d'enseignement à un autre, les modalités de la suppression progressive ne sont pas précisées.

La même observation vaut pour les articles 23, 24 et 25.

Article 23.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"A partir de l'année scolaire 1985-1986, tout établissement, degré ou cycle qui n'aura pas atteint au 1er octobre de l'année scolaire précédente, les minima de population scolaire cités aux articles 14, 15, 17, 18, 19 ou 21 devra procéder, au commencement de l'année scolaire envisagée, à sa suppression progressive".

.../...

Article 24.

Cet article est contraire à l'article 24, § 3, de la loi du 29 mai 1959 en tant qu'il porte qu' "un établissement subventionné qui ne réaliserait pas la suppression progressive prévue aux articles 22 et 23 ...ne peut plus à l'avenir être admis à la subvention".

L'article 24, § 3, de la loi porte, en effet, que :

"Lorsqu'un établissement scolaire ou une section d'établissement cesse de satisfaire aux conditions prévues, les subventions sont retirées à dater de la notification ministérielle basée sur le manquement constaté. Elles seront rétablies au moment où sont à nouveau remplies toutes les conditions de subventionnement".

Article 25.

Cet article ne vise que l'hypothèse de la suppression progressive prévue par l'article 22. L'hypothèse de la suppression progressive de l'article 23 n'est par contre pas mentionnée.

D'autre part, le texte mentionne erronément les articles 26 à 34, au lieu des articles 26 à 33.

Article 26.

En tant qu'il vise les établissement existants et, en termes généraux, les implantations "en différents

endroits", cet article est contraire à l'article 24, § 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 qui porte qu'une école ou section d'établissement doit, pour pouvoir être subventionnée :

"Former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, le tout sauf dérogation accordée par le Roi dans des cas exceptionnels".

Le second alinéa du même article 24, § 2, 8°, prévoit que cette obligation d'être situés dans une même commune ou agglomération n'est pas imposée aux établissements "issus d'une fusion d'école existant pendant l'année scolaire 1974-1975".

Article 28.

La division d'un article aussi bref en paragraphes ne se justifie pas. Si elle était maintenue, il conviendrait d'écrire "§ ler" au lieu de "§ 1". La même observation vaut pour les articles 29, 30, 34, 37 et 38.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Du point de vue administratif, la fusion prévue à l'article 27 se réalise en un temps; elle implique qu'il n'y ait plus qu'un seul pouvoir organisateur et un seul chef d'établissement.

.../...

Du point de vue de l'organisation pédagogique, la fusion se fait également ... (la suite comme au projet)".

Article 29.

Au paragraphe 2, dans un souci de concordance avec le texte néerlandais, qui semble exprimer plus précisément les intentions du Gouvernement, il serait préférable d'écrire :

" ... à la condition que la transformation en enseignement secondaire de type I soit entamée ...".

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Du point de vue de l'organisation pédagogique, la fusion s'opère au fur et à mesure que les années d'études appartiennent à un enseignement de même type".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er et du paragraphe 2, il y a lieu de remplacer "doorgevoerd" par "tot stand gebracht".

CHAPITRE IV (devenant CHAPITRE III).

Article 34.

Il y aurait lieu d'écrire à la fin du paragraphe 1er : " ... aux articles 14, 15, 17, 18, 19 ou 21 selon le cas".

.../...

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire "non fréquentes" au lieu de "de basse fréquence".

Article 35.

Dans la mesure où cette disposition interdit à l'Etat de subventionner un nouvel établissement d'enseignement secondaire de type II, elle est contraire à l'article 24, § 2, 1°, de la loi du 29 mai 1959 (voir Conseil d'Etat, arrêt n° 18.939 du 27 avril 1978, en cause MARCO et VANDENDOREN et les extraits des travaux préparatoires de la loi du 11 juillet 1971 cités dans cet arrêt).

Articles 37 et 38.

Ces deux articles organisent une procédure pour la création de nouveaux établissements, procédure qui peut être résumée comme suit : toute demande de création ou d'admission aux subventions d'un nouvel établissement est soumise à une commission "ad hoc" qui donne son avis au Ministre, lequel ne peut prendre une décision favorable que sur avis conforme de cette commission.

Ces articles soulèvent deux objections de principe :

1° Selon l'article 7, § 1er, de la loi du 19 juillet 1971, c'est au Roi et non aux Ministres de l'Education nationale qu'il appartient de créer des établissements d'enseignement secondaire (et des internats) de l'Etat.

.../...

2° La loi du 29 mai 1959 reconnaît aux personnes privées et aux pouvoirs locaux un droit subjectif aux subventions; son article 24, § 2, porte en effet, en son alinéa ler, que :

"Une école ou section d'établissement d'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique ou artistique est subventionnée lorsqu'elle se conforme aux dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation des études et l'application des lois linguistiques".

La commission prévue à l'article 37 du projet ne pourrait donc pas se prononcer sur l'opportunité de subventionner un établissement d'enseignement libre (ou communal, ou provincial). Elle ne pourrait que vérifier si les conditions fixées par la loi ou par les arrêtés pris en exécution de la loi sont réunies, ce qui réduit fortement son utilité. Et le Ministre lui-même ne peut que procéder à la même vérification, le tout sans préjudice d'un recours à un tribunal de l'ordre judiciaire si la personne qui demande des subventions conteste l'appréciation du Ministre.

Le texte même de l'article 37, appelle les observations suivantes :

1° Une commission ne peut pas s'appeler commission "ad hoc"; elle doit avoir une dénomination propre, en rapport avec la mission dont elle est chargée (§ ler);

2° Il est prévu au paragraphe 2, que cette commission est composée "notamment" de représentants des différents réseaux, ce qui implique que la commission comprendra

.../...

d'autres personnes que ces représentants; mais comment et par qui seront choisies ces autres personnes, et quelle sera la proportion des membres appartenant à l'une et l'autre catégorie ? Le texte omet de le dire; il n'indique pas non plus quelle devrait être la proportion des représentants de chaque réseau; chaque réseau aura-t-il le même nombre de représentants, ou bien suffira-t-il qu'il y ait parité entre les représentatns de l'enseignement officiel (enseignement de l'Etat et enseignement des provinces, des communes, etc.) et ceux de l'enseignement libre, comme c'est le cas pour certaines institutions organisées par la loi (notamment les commissions de concertation et de perfectionnement prévues par l'article 10, § 1er, de la loi du 19 juillet 1971)?

3° Le même article 37, § 2, prévoit que "ces représentants appartiennent tant à l'enseignement non confessionnel qu'à l'enseignement confessionnel et à l'enseignement pluraliste"; doit-on retrouver cet échantillonnage dans la représentation de chaque réseau ? ou suffit-il qu'il y ait, pour l'ensemble des représentants des réseaux d'enseignement, au moins un représentant de chaque catégorie ? La première interprétation est peu vraisemblable puisque l'enseignement de l'Etat est neutre et, par conséquent, non confessionnel alors que l'enseignement libre peut être confessionnel ou non confessionnel, de même que l'enseignement provincial et communal.

Etant donné ces lacunes du texte en projet, la délégation donnée au Ministre par le paragraphe 5 est excessive, d'autant qu'en vertu de l'article 38 l'avis favorable de la commission est nécessaire à la prise des décisions

.../...

les plus importantes, ce qui implique que le pouvoir réel de décision est en grande partie délégué à la commission.

Article 38.

Au paragraphe ler, 2°, il convient de remplacer les mots "de basse fréquence" par les mots "non fréquentes".

Le 4° du paragraphe ler est rédigé en termes beaucoup trop généraux pour être considéré comme contenant une délégation admissible. Il doit être supprimé.

Au paragraphe 2, les mots "à partir" sont superflus et doivent être supprimés.

Par ailleurs, aucune sanction ne s'attache, semble-t-il, au non-respect du délai de deux mois par la commission. Dans l'état actuel du texte, il suffirait que la commission ne rende pas d'avis pour que toute décision soit empêchée.

Article 39.

Les paragraphes 2, 3 et 4 appellent la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 35.

Au paragraphe 4, il y a lieu de remplacer les mots "de haute fréquence" par le mot "fréquentes" et de lire par conséquent : " ... des sections fréquentes supplémentaires ...".

.../...

Le texte néerlandais du liminaire du paragraphe 5 devrait être rédigé comme il est indiqué dans le texte néerlandais du présent avis.

Le texte français du liminaire du paragraphe 5 doit se terminer, non par un point, mais par une virgule ou par deux points comme dans le texte néerlandais.

Au paragraphe 5, 1°, dans un souci de précision et de concordance avec le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : " ... dans la seule année scolaire considérée".

Het ontwerp wil twee doelstellingen samen verwezenlijken :

1° het verlichten van de last welke het secundair onderwijs voor de Staat betekent (het verslag aan de Koning wijst er in dit verband op dat de begroting van Nationale Opvoeding voor de helft naar dat onderwijs gaat);

2° het behoud van de vrije keuze uit een oogpunt van levensbeschouwing (keuze tussen confessioneel en niet-confessioneel onderwijs) en uit een pedagogisch oogpunt (keuze tussen de verschillende onderwijsvormen en -opties).

Het ontwerp bevat echter slechts een deel van de maatregelen welke de Regering overweegt om het secundair onderwijs te rationaliseren en te programmeren.

Drie andere besluiten moeten de organisatie vaststellen van de scholengemeenschappen waarover in verscheidene bepalingen van het ontwerp (artikelen 16, tweede lid; 34, § 2; 36, eerste lid; 38, § 1, 3°; 39, § 3) gehandeld wordt. Een van die drie besluiten moet de regels vaststellen die voor het gehele secundair onderwijs gelden; het ontwerp ervan (nr L. 13.688) is thans voor advies bij de afdeling wetgeving. De twee andere moeten regels stellen die onderscheidenlijk voor het in het Nederlands en voor het in het Frans of het Duits verstrekte onderwijs gelden. Een vijfde besluit moet de schoolbevolkingsminima per afdeling of optie en per klas bepalen, daar het ontwerp L. 13.687 alleen minima vaststelt per inrichting en per graad of cyclus. Dat vijfde ontwerp moet eveneens voorzien in een regeling voor het personeel van de scholen die door de rationalisatie- en programmatiemaatregelen mochten worden getroffen.

+

\+ +

.../...

Het ontwerp telt 40 artikelen, die over vier hoofdstukken gespreid zijn.

Het eerste hoofdstuk "Algemene bepalingen" telt 13 artikelen; het tweede "Rationalisatie", 11 artikelen (artikelen 14 tot 24); het derde "Fusie van inrichtingen", 9 artikelen (25 tot 33) en het vierde "Programmatie", 7 artikelen (34 tot 40).

De woorden "rationalisatie" en "programmatie" zijn in een zuiver conventionele betekenis gebruikt. "De rationalisatie", aldus het verslag aan de Koning, "is een ordening van de bestaande inrichtingen, graden of cycli door afschaffing van te kleine, onleefbare entiteiten of door fusie van deze entiteiten tot leefbare gehelen (hoofdstukken II en III)", terwijl "de programmatie" betrekking heeft "op de inrichtingen, graden, opties of afdelingen die vanaf 1 september 1981 zullen opgericht worden".

Aan de hand van die commentaar mag worden gesteld dat de artikelen betreffende de fusies van inrichtingen niet in een afzonderlijk hoofdstuk samengebracht maar als een afdeling 2 in hoofdstuk II opgenomen zouden moeten worden, terwijl de voorzieningen van het huidige hoofdstuk II daarin afdeling 1 zouden vormen.

AANHEF.

In de aanhef wordt allereerst, en terecht, naar de wet van 29 mei 1959, inzonderheid naar artikel 13, § 4, verwezen maar wordt geen melding gemaakt van de wet van 11 juli 1973, die onder meer artikel 13, § 4, in de wet van 29 mei 1959 heeft ingevoegd.

.../...

Ofschoon dat artikel 13, § 4, het rationalisatie- en programmatieplan alleen vernoemt in verband met "de tussenkomst van de vier fondsen" die door artikel 13, § 1, worden opgericht, lijdt het geen twijfel dat die tekst een meer algemene strekking heeft, waardoor hij als rechtsgrond voor het ontwerp kan dienen.

Anderzijds is de in de bepaling gestelde termijn, ofschoon hij reeds tweemaal verlengd is, stellig geen dwingende, maar een niet op straffe van verval voorgeschreven termijn. De Koning blijft dus bevoegd om het onderhavige besluit vast te stellen, ook al is die termijn verstreken (1).

\+

\+ \+

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 13, § 4, aldaar ingevoegd bij de wet van 11 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 17 januari 1974 en 10 december 1974".

In het tweede, het derde en het vierde lid moeten de verwijzingen naar de wetten van 19 juli 1971 en 30 april 1957 en naar het koninklijk besluit van 30 juli 1976 als overbodig vervallen. Geen van die teksten levert een rechtsgrond op voor het ontwerp.

De datum van het advies van de Raad van State hoeft niet te worden vermeld.

In de Franse tekst stelle men het voordrachtformulier in een afzonderlijk lid.

.../...

---

(1) Zie het advies van de Raad van State, afdeling administratie, van 11 juli 1978 (Administration publique, 1977-1978, blz. 308).

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel luidt :

"De in dit hoofdstuk vermelde definities gelden alleen voor de toepassing van dit besluit".

De meeste van de gebruikte termen zijn ontleend aan bestaande wetten en verordeningen en meer bepaald aan de wet van 29 mei 1959. Zij lijken overigens te moeten gelden voor de toepassing, niet alleen van het ontwerp-besluit maar ook van de andere in het verslag aan de Koning aangekondigde besluiten.

Hoofdstuk I is vooral gewijd aan het systematisch samenbrengen van begrippen die over de bestaande wetgeving verspreid liggen. Het ware dan ook verkieslijk artikel 1 te schrappen, ook al moet dan, telkens als een nieuwe term aan de orde komt, gezegd worden dat hij alleen voor de toepassing van het besluit te gebruiken is.

Het ontwerp-besluit zegt niet dat het geen toepassing vindt op het secundair buitengewoon onderwijs, ofschoon de Regering het wel zo bedoelt.

Voorgesteld wordt artikel 1 te vervangen door een tekst die de werkingssfeer van het ontwerp-besluit duidelijk aangeeft :

"Dit besluit is van toepassing op alle vormen van secundair onderwijs met volledig leerplan : algemeen secundair on-

.../...

derwijs en middelbaar onderwijs, technisch secundair onderwijs, beroepssecundair onderwijs en kunstsecundair onderwijs.

Het is niet van toepassing op het secundair buitengewoon onderwijs".

Artikelen 2, 3 en 4.

Artikel 2 stelt geen enkele rechtsregel; het deelt de inrichtingen in naar gelang van de inrichtende macht waarvan zij afhangen (§ 1), vervolgens naar hun karakter (§ 2).

Paragraaf 1 kan beter worden geredigeerd. Een tekstvoorstel wordt hierna gedaan.

Artikel 3, § 1, formuleert een grondregel voor de toepassing van de maatregelen die zijn vastgesteld in de hoofdstukken II en IV. Artikel 3, § 2, bevat geen enkele rechtsregel; het zegt:"Wat de rationalisatie betreft wordt een onderscheid gemaakt tussen ...", zonder aan te geven welke de gevolgen van dat onderscheid zijn, en geeft vervolgens een nieuwe indeling van de inrichtingen, die een combinatie vormt van de twee maatstaven die in artikel 2 zijn aangelegd.

Op te merken valt dat die nieuwe opsomming geen melding maakt van het pluralistisch onderwijs. Volgens de gemachtigde van de Minister ligt dit hieraan, dat er thans geen enkele pluralistische school bestaat en dat onmogelijk nu reeds kan worden voorspeld of het pluralistisch onderwijs in het kader van de drie bestaande netten dan wel als een vierde net zal worden georganiseerd.

.../...

Die indeling zou beter op haar plaats zijn in artikel 2, waar er een paragraaf 3 aan gewijd kan worden. Paragraaf 2 van artikel 3 zou de regel moeten stellen die gebruik maakt van de indeling van paragraaf 2 van artikel 3 van het ontwerp.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zijn de in artikel 3, § 2, gemaakte onderscheidingen hierdoor te verantwoorden dat de rationalisatie moet geschieden met inachtneming van het net waartoe de inrichtingen behoren en van het karakter van die inrichtingen. Dat beginsel is niet met zoveel woorden geformuleerd.

In artikel 4 wordt, onder verwijzing naar de wet van 29 mei 1959, aangegeven hoe het karakter van het in een inrichting verstrekt onderwijs wordt bepaald. De tekst verwijst echter alleen naar artikel 4 van die wet, waarin alleen de begrippen confessioneel en niet-confessioneel onderwijs voorkomen, en niet naar artikel 2, waarin de begrippen neutraal en pluralistisch onderwijs omschreven zijn. Dat artikel zou beter een plaats krijgen tussen artikel 2 en artikel 3.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen kunnen de artikelen 2, 3 en 4 logischer geordend worden en zouden ze meer in overeenstemming met de bedoeling van de Regering zijn in de volgende lezing :

"Artikel 2.-

§ 1. Voor de toepassing van dit besluit worden de inrichtingen voor secundair onderwijs, naar gelang van de inrichtende macht waarvan zij afhangen, ingedeeld bij een van de vol-

.../...

gende drie netten : rijksonderwijs, onderwijs georganiseerd door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten of enig ander publiekrechtelijk persoon, en vrij onderwijs.

§ 2. Het in die inrichtingen verstrekte onderwijs valt, naar gelang van zijn karakter, onder een van de volgende categorieën : onderwijs met confessioneel karakter, onderwijs met niet-confessioneel karakter, waartoe het neutraal onderwijs behoort, onderwijs met pluralistisch karakter.

§ 3. Het officieel onderwijs georganiseerd door de Staat is neutraal.

Het officieel onderwijs georganiseerd door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten of enig ander publiekrechtelijk persoon en gesubsidieerd door de Staat, kan confessioneel of niet-confessioneel zijn.

Het gesubsidieerd vrij onderwijs kan confessioneel of niet-confessioneel zijn.

Artikel 3.-

Het onderwijs verstrekt in een gesubsidieerde inrichting heeft een bepaald karakter indien het voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in een van de bepalingen van de artikelen 2, vierde lid, en 4, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959.

Artikel 4.-

Aan de rationalisatie en de programmatie wordt per taalstelsel uitvoering gegeven.

.../...

Bij de rationalisatie wordt rekening gehouden met het net waartoe de inrichtingen behoren en met het karakter van het onderwijs dat er wordt verstrekt".

Artikelen 5 en 6.

Deze twee artikelen hebben tot doel de werkingssfeer van de rationalisatiemaatregelen (hoofdstuk II), onderscheidenlijk programmatiemaatregelen (hoofdstuk IV) af te bakenen. Geen enkele bepaling stelt de werkingssfeer van de fusiemaatregelen vast (hoofdstuk III).

"De rationalisatie", aldus het verslag aan de Koning, "is een ordening van de bestaande inrichtingen, graden of cycli door afschaffing van te kleine, onleefbare entiteiten of door fusie van deze entiteiten tot leefbare gehelen (hoofdstukken II en III)", terwijl "de programmatie" betrekking heeft "op de inrichtingen, graden, opties of afdelingen die vanaf 1 september 1981 zullen opgericht worden".

Artikel 6 geeft de bedoeling van de stellers van het ontwerp duidelijk weer, artikel 5 niet, want de woorden "die ... bestaan" zijn in de pen gebleven.

Artikel 5 zou dan ook moeten worden gelezen :

"De bepalingen inzake rationalisatie hebben betrekking op de inrichtingen, graden en cycli die op 1 september 1981 bestaan".

Ook in artikel 6 schrijve men "De bepalingen" in plaats van "De beschikkingen".

.../...

Artikel 7.

Het begin van deze bepaling kan beter als volgt worden gelezen :

"Voor de toepassing van dit besluit worden de afstanden gemeten langs de rijbaan zoals deze is omschreven in artikel 2.1 van het koninklijk besluit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 8.

Het verdient aanbeveling te lezen :

"... worden in aanmerking genomen de regelmatige leerlingen, per 1 oktober, die voldoen aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 april 1977".

Artikel 10.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De schoolbevolkingsminima, door dit besluit bepaald volgens het aantal regelmatige leerlingen in het secundair onderwijs per 1 oktober 1979, worden gekoppeld aan de evolutie van dat aantal. Dit wordt elk schooljaar per Gemeenschap bepaald op de grondslag van de schoolbevolking, vastgesteld per 1 oktober van het vorige schooljaar ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 11.

Door te schrijven "en/of" gaat men voorbij aan een van de betekenissen van het voegwoord "of", het enige dat dient te worden behouden. Dezelfde opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waar die twee voegwoorden samen worden gebruikt.

Artikel 12.

Dit artikel omschrijft twee nieuwe begrippen die alleen voor de toepassing van het ontwerp-besluit gelden : het begrip afdeling, optie, vervolmakings- of specialisatiejaar "van hoge frequentie" en het begrip afdeling, optie, vervolmakings- of specialisatiejaar "van lage frequentie". Het ontwerp geeft trouwens twee verschillende omschrijvingen van die begrippen naargelang zij in het hoofdstuk "rationalisatie" dan wel in het hoofdstuk "programmatie" gebruikt worden.

De termen kunnen niet zeer geslaagd worden genoemd.

Voorgesteld wordt ze te vervangen door "frequente" en "niet-frequente".

Het artikel zou dan luiden :

"Artikel 12.-

§ 1. De afdelingen, opties, vervolmakingsjaren of specialisatiejaren worden onderscheiden volgens hun frequentie.

.../...

§ 2. Wat de rationalisatie betreft, worden :

- afdelingen, opties, vervolmakings- of specialisatiejaren die meer dan eenmaal per provincie, per net en per karakter voorkomen, in die provincie als frequent beschouwd;

- afdelingen, opties, vervolmakings- of specialisatiejaren die slechts eenmaal per provincie, per net en per karakter voorkomen, in die provincie als niet-frequent beschouwd.

§ 3. Wat de programmatie betreft, worden :

- afdelingen, opties, vervolmakings- of specialisatiejaren die meer dan eenmaal per provincie en per karakter voorkomen, in die provincie als frequent beschouwd;

- afdelingen, opties, vervolmakings- of specialisatiejaren die slechts eenmaal per provincie en per karakter voorkomen, in die provincie als niet-frequent beschouwd".

.../...

HOOFDSTUK II.

1° Algemene opmerking.

Dit hoofdstuk bepaalt eerst per graad en per cyclus de schoolbevolkingsminima welke de op 1 september 1981 bestaande inrichtingen moeten bereiken tegen het schooljaar 1985-1986; dat wordt geregeld in de artikelen 14 tot 21. Vervolgens bepaalt het hoofdstuk bij wijze van overgangsmaatregel de minima welke dezelfde inrichtingen moeten bereiken tussen 1 september 1981 en 1 september 1985. Inrichtingen die deze normen niet mochten bereiken, zouden geleidelijk, jaar na jaar, opgeheven of met andere inrichtingen samengevoegd moeten worden (artikel 22, laatste lid, en artikel 23). Het laatste artikel van het hoofdstuk bepaalt de sanctie tegen de inrichtende macht die een inrichting waar de vereiste bevolkingsminima niet worden bereikt, niet geleidelijk zou opheffen.

Er moge nogmaals op gewezen worden dat het geraden is hoofdstuk III te verwerken tot een afdeling 2 van hoofdstuk II, daar fusie een middel is om tot rationalisatie van het onderwijs te komen.

Bijgevolg zouden de artikelen 14 tot 21 samenkomen onder een afdeling 1: "Schoolbevolkingsminima".

2° Bijzondere opmerkingen.

Artikel 15.

Men leze :

.../...

"de inrichtingen met het Nederlands als onderwijstaal die gelegen zijn in de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad".

Artikel 16.

Het tweede lid zou beter als volgt worden gelezen :

"Op een met redenen omklede aanvraag kan de Minister van Nationale Opvoeding een inrichtende macht toestaan dat aantal leerlingen met dat van een andere dan de dichtstbijgelegen inrichting bij elkaar te tellen, op voorwaarde dat die andere inrichting uitsluitend uit de eerste graad bestaat en beide inrichtingen tot dezelfde scholengemeenschap behoren".

De bepaling van het tweede lid zal eerst toepassing vinden als alle koninklijke besluiten betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs van kracht zijn.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 17, 30, § 2, 34, 36 en 39, §§ 3, 4 en 5.

Artikel 17.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Voor inrichtingen die tot een scholengemeenschap behoren, worden de in de artikelen 14 en 15 vermelde schoolbevolkingsminima met 15 pct verminderd en worden : ... (voorts zoals in het ontwerp, maar onder 1. en 2. schrappe men de woorden "worden in dat geval".

Artikel 20.

De woorden "afdelingen of opties van lage frequentie" moeten worden vervangen door "niet-frequente afdelingen of opties".

.../...

Artikel 22.

De inleidende volzin van het eerste lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Om te kunnen blijven voortbestaan tijdens de schooljaren 1981-1982 tot en met 1984-1985, moet een door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende inrichting de schoolbevolkingsminima bereikt hebben".

In het tweede lid wordt, in tegenstelling met wat in artikel 39 bepaald is voor de overgang van een onderwijstype naar een ander, niet bepaald op welke wijze de geleidelijke opheffing dient te geschieden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 23, 24 en 25.

Artikel 23.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Met ingang van het schooljaar 1985-1986 moet elke inrichting, graad of cyclus die op 1 oktober van het vorige schooljaar de in de artikelen 14, 15, 17, 18, 19 of 21 bepaalde schoolbevolkingsminima niet bereikt heeft, bij de aanvang van het betrokken schooljaar met de geleidelijke opheffing beginnen".

.../...

Artikel 24.

Dit artikel strijdt met artikel 24, § 3, van de wet van 29 mei 1959 in zover het bepaalt : "Een gesubsidieerde inrichting die de geleidelijke afbouw, zoals voorzien in de artikelen 22 en 23 niet zou doorvoeren ... kan niet meer opnieuw in de toelageregeling worden opgenomen".

Artikel 24, § 3, van de wet bepaalt immers :

"Wanneer een onderwijsinrichting of een afdeling van een inrichting niet langer de gestelde voorwaarden vervult, zullen de toelagen ingehouden worden, te rekenen van de datum der ministeriële kennisgeving die steunt op de geconstateerde tekortkomingen. Ze zullen opnieuw verleend worden, wanneer al de voorwaarden tot subsidiëring terug vervuld worden".

Artikel 25.

Dit artikel heeft alleen de in artikel 22 bedoelde "geleidelijke afbouw" op het oog; die waarin artikel 23 voorziet komt niet ter sprake.

Ook vermeldt de tekst ten onrechte de artikelen 26 tot 34 in plaats van 26 tot 33.

Artikel 26.

Voor zover dit artikel doelt op de bestaande inrichtingen en, in algemene bewoordingen, op de "verscheidene vestigingsplaatsen", strijdt het met artikel 24, § 2, 8°, van de wet van 29 mei 1959, waar gesteld wordt dat een school of een afdeling van een inrichting, wil zij gesubsidieerd worden, moet :

.../...

"Een pedagogisch geheel vormen, dat gevestigd is in een zelfde complex van gebouwen of in elk geval in een zelfde gemeente of agglomeratie, dit alles behoudens afwijking door de Koning toegestaan in exceptionele gevallen".

Het tweede lid van hetzelfde artikel 24, § 2, 8°, bepaalt dat die verplichting om in een zelfde gemeente of agglomeratie gelegen te zijn niet wordt opgelegd aan inrichtingen "ontstaan uit de fusie van de scholen bestaande tijdens het schooljaar 1974-1975".

Artikel 28.

In een zo kort artikel zijn paragrafen niet verantwoord. Wordt die indeling toch behouden, dan moet in de Franse tekst "§ 1" worden vervangen door "§ 1er". Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 29, 30, 34, 37 en 38.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Uit een oogpunt van administratie wordt de in artikel 27 bedoelde fusie in één maal tot stand gebracht; zij sluit in dat er nog slechts één inrichtende macht en één inrichtingshoofd is.

Ook uit een oogpunt van pedagogische organisatie wordt de fusie in één maal tot stand gebracht ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 29.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst die de bedoeling van de Regering nauwkeuriger lijkt weer te geven, leze men in de Franse tekst van paragraaf 2 :

"... à la condition que la transformation en enseignement secondaire de type I soit entamée ...".

De tweede **volzin** kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Uit een oogpunt van pedagogische organisatie wordt de fusie tot stand gebracht naarmate de leerjaren tot een zelfde onderwijstype behoren".

Zowel in paragraaf I als in paragraaf 2 van dit artikel vervange men het woord "doorgevoerd" door "tot stand gebracht".

HOOFDSTUK IV (dat HOOFDSTUK III wordt).

Artikel 34.

In paragraaf I dient te worden gelezen : "De bepalingen ... in de artikelen 14, 15, 17, 18, 19 of 21, naar gelang van het geval, bereikt".

.../...

In paragraaf 2 leze men : "... zijn de bepalingen ... die uitsluitend niet-frequente afdelingen of opties organiseren en niet ...".

Artikel 35.

Inzover deze bepaling aan het Rijk verbiedt een nieuwe inrichting voor secundair onderwijs van het type II te subsidiëren, strijdt ze met artikel 24, § 2, 1°, van de wet van 29 mei 1959 (zie Raad van State, arrest nr 18.939, 27 april 1978, MARCO en VANDENDOREN, en de daarin aangehaalde uittreksels uit de parlementaire voorbereiding).

Artikelen 37 en 38.

Deze twee artikelen organiseren een procedure voor het oprichten van nieuwe inrichtingen, die als volgt kan worden samengevat : iedere aanvraag tot oprichting van een nieuwe inrichting of tot opname ervan in de toelageregeling wordt voorgelegd aan een commissie "ad hoc"; deze brengt advies uit bij de Minister, die op zijn beurt slechts gunstig kan beschikken op eensluidend advies van die commissie.

Bij deze artikelen zijn twee principiële opmerkingen te maken :

1° Volgens artikel 7, § 1, van de wet van 19 juli 1971 worden rijksinrichtingen voor secundair onderwijs (en internaten) door de Koning en niet door de Ministers van Nationale Opvoeding tot stand gebracht.

.../...

2° De wet van 29 mei 1959 verleent aan particulieren en plaatselijke overheden een subjectief recht op toelagen; artikel 24, § 2, van die wet bepaalt immers in het eerste lid :

"Een school of een afdeling van een inrichting voor bewaarschool-, lager, middelbaar, normaal-, technisch of kunstonderwijs wordt gesubsidieerd, wanneer ze zich gedraagt naar de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de inrichting der studiën en de toepassing van de taalwetten".

De in artikel 37 van het ontwerp bedoelde commissie zou zich dus niet kunnen uitspreken over de vraag of het past een vrije (of gemeentelijke, of provinciale) school te subsidiëren. Zij zou zich alleen kunnen vergewissen of de voorwaarden, bepaald door de wet of door de ter uitvoering van de wet vastgestelde besluiten, vervuld zijn, hetgeen haar nut heel wat minder maakt. Ook de Minister zelf moet zich daartoe beperken, een en ander onverminderd het recht van de aanvrager die het standpunt van de Minister betwist, om zich tot de gewone rechter te wenden.

Bij de tekst zelf van artikel 37 zijn de volgende opmerkingen te maken :

1° Men noeme een commissie niet "ad hoc"; zij moet een eigen benaming hebben die verband houdt met haar taak (§ 1);

2° Paragraaf 2 bepaalt dat die commissie "onder meer" samengesteld is uit vertegenwoordigers van de verschillende netten, hetgeen impliceert dat nog andere personen dan die vertegenwoordigers zitting zullen hebben; maar hoe en door wie zullen die anderen worden gekozen en in welke verhouding zullen beide categorieën vertegenwoordigd zijn ? In de tekst wordt hierover met geen woord gerept; er wordt ook niet gezegd volgens welke verhouding de vertegenwoordigers van elk net zullen worden gekozen;

.../...

zal elk net evenveel vertegenwoordigers tellen, of zal het volstaan dat er evenveel vertegenwoordigers zijn van het officieel onderwijs (rijksonderwijs en onderwijs van provincies, gemeenten, enz.) als van het vrij onderwijs zoals het geval is voor sommige instellingen die door de wet zijn georganiseerd (onder meer de overleg- en verbeteringscommissies bedoeld in artikel 10, § 1, van de wet van 19 juli 1971) ?

3° Hetzelfde artikel 37, § 2, bepaalt : "Deze vertegenwoordigers behoren deels tot het niet-confesstioneel onderwijs, deels tot het confessioneel onderwijs, deels tot het pluralistisch onderwijs"; moet dat hele spectrum worden teruggevonden in de vertegenwoordiging van elk net, of is het voldoende dat er voor het geheel van de vertegenwoordigers van de onderwijsnetten ten minste een vertegenwoordiger van elke categorie is ? Het lijkt weinig waarschijnlijk dat de eerste interpretatie de juiste zou zijn, aangezien het rijksonderwijs neutraal en bijgevolg niet-confessioneel is, terwijl het vrij evenals het provinciaal en het gemeentelijk onderwijs al dan niet confessioneel kan zijn.

Deze leemten in de ontwerp-tekst in acht genomen lijkt de bevoegdheid welke paragraaf 5 aan de Minister opdraagt overdreven, te meer daar krachtens artikel 38 een gunstig advies van de commissie vereist is voor het nemen van de belangrijkste beslissingen, hetgeen impliceert dat de werkelijke beslissingsmacht grotendeels aan de commissie wordt opgedragen.

.../...

Artikel 38.

In paragraaf 1, 2°, leze men "... en van niet-frequente specialisatie- of vervolmakingsjaren".

De bepaling onder 4° van paragraaf 1 is in veel te algemene bewoordingen gesteld, zodat ze niet kan worden geacht een aanvaardbare bevoegdheidsopdracht te bevatten. Zij moet vervallen.

In paragraaf 2 leze men : "binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag".

Voorts lijkt geen enkele sanctie te zijn verbonden aan het niet naleven van de termijn van twee maanden door de commissie. Zoals de tekst thans gesteld is zou een onthouding van de commissie voldoende zijn om te beletten dat enige beslissing wordt genomen.

Artikel 39.

Voor de paragrafen 2, 3 en 4 geldt de opmerking die gemaakt is bij artikel 35.

In paragraaf 4 moeten de woorden "bijkomende afdelingen van hoge frequentie" worden vervangen door "bijkomende frequente afdelingen".

.../...

Paragraaf 5 dient als volgt te beginnen : "In afwijking van de bepaling van artikel 34 die het behoren tot een scholengemeenschap voor secundair onderwijs als eis stelt, en voor het schooljaar 1981-1982, kunnen de inrichtingen die niet tot een scholengemeenschap voor secundair onderwijs behoren :".

In de Franse tekst van paragraaf 5, 1°, schrijve men nauwkeurigheidshalve en ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst : "... dans la seule année scolaire considérée".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
C. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
J. LIGOT,
R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY,
W. GENARD, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

W. GENARD. P. TAPIE.